



HAL
open science

L'Équateur, hub majeur de la cocaïne : défis et perspectives

Lucie Laplace

► **To cite this version:**

Lucie Laplace. L'Équateur, hub majeur de la cocaïne : défis et perspectives. *Politiques des drogues*, 2024, 6, pp.47-54. hal-04634980

HAL Id: hal-04634980

<https://hal.science/hal-04634980>

Submitted on 4 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'Équateur, hub majeur de la cocaïne : défis et perspectives

Lucie LAPLACE

Doctorante en science politique, Université Lumière Lyon 2, Laboratoire Triangle
Fellow à l'Institut Convergences Migrations

Introduction

En 2023, trois des cinq plus importantes saisies de cocaïne dans les ports européens provenaient d'Équateur, respectivement 9,4 tonnes à Alger, 8 tonnes à Rotterdam et 7,7 tonnes à Anvers. En moins de deux décennies, ce pays andin situé entre les deux géants de la production de cette drogue, la Colombie et le Pérou, est devenu l'un des principaux hubs de son trafic, nouvelle source de sa richesse nationale devant le pétrole et la banane¹. Guayaquil s'est imposé comme l'un des premiers ports latino-américains d'export du produit, comme en témoignent les saisies nationales record de cocaïne, atteignant 197 tonnes en 2023, le deuxième chiffre le plus élevé au monde après la Colombie².

Ce changement dans la géopolitique du trafic de cocaïne a considérablement dégradé la situation sécuritaire de l'Équateur, dont le taux d'homicide est devenu en 2023 le plus élevé d'Amérique du Sud : 44,5 pour 100 000 habitants en 2023³, soit 75 % de plus qu'en 2022 et huit fois plus qu'en 2017 (5,6). Cette explosion de violence est un marqueur fort du développement d'une scène criminelle nationale dynamique, sous l'influence des organisations internationales du trafic de cocaïne. En plus de toucher la population, les attaques ciblent les personnalités politiques, puisqu'on compte 93 assassinats ou tentatives depuis 2022. Face à la recrudescence de violences début 2024, le président Daniel Noboa a proclamé que la situation relevait désormais d'un « conflit armé interne » contre 22 organisations criminelles « terroristes », intensifiant ainsi la réponse de l'État qui avait jusqu'alors géré les explosions de violence par la proclamation d'états d'urgence.

Au-delà de ces chiffres préoccupants, cet article interroge les dynamiques structurelles multiniveaux qui sous-tendent la situation actuelle de l'Équateur, en mettant en lumière sa position stratégique dans la géopolitique de la cocaïne et les défis majeurs

¹ Roberto SAVIANO, « Saviano spiega le origini e il significato del Narcogolpe in Ecuador: "Perché ci riguarda tutti" », *Youtube*, 13 janvier 2024. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=O5DWicfSM-g>

² Christopher NEWTON & Juliana MANJARRÉS, « InSight Crime's 2023 Cocaine Seizure Round-Up », *InSight Crime*, 20 mars 2024. URL : <https://insightcrime.org/news/insight-crimes-cocaine-seizure-round-up-2023/>

³ Juliana MANJARRES & Christopher NEWTON, « Balance de InSight Crime de los homicidios en 2023 », *InSight Crime*, 21 février 2024. URL : <https://insightcrime.org/es/noticias/balance-insight-crime-homicidios-2023/>

auxquels l'État équatorien est confronté dans sa lutte contre le crime organisé. Pour ce faire, il s'appuie sur la documentation existante, à la fois la presse nationale et latino-américaine, mais aussi celle de sites spécialisés comme celui d'*InSight Crime*.

Reconfiguration des routes de la cocaïne : le développement du hub équatorien

L'évolution de l'Équateur dans la géopolitique de la cocaïne est étroitement liée à la transformation des dynamiques de son voisin colombien, qui en est le premier producteur mondial. Ces changements sont influencés par les stratégies des organisations criminelles internationales, qui renforcent la diversification des routes d'exportation de la cocaïne à partir des années 2000.

À cette période, le gouvernement colombien d'Alvaro Uribe, allié aux États-Unis, déploie son Plan Colombie (2000–2015), politique de répression militaire contre la guérilla marxiste-léniniste des Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes (les FARC), qui amalgame⁴ la lutte politique « antiterroriste » à la lutte anti-narcotique. Si le Plan Colombie affaiblit les FARC, il n'entraîne pas un recul durable de la culture de la coca, malgré l'usage de glyphosate notamment de part et d'autre de sa frontière sud. En lien avec les différents acteurs armés du conflit qui se recomposent progressivement⁵, les principales organisations criminelles internationales du trafic de cocaïne, à savoir les mafias italiennes et les cartels mexicains, cherchent à diversifier et à sécuriser les routes d'exportation de la cocaïne dans la région. L'Équateur retient leur attention : sa proximité géographique avec les principales zones de culture de coca colombiennes (départements de Nariño et Putumayo), son économie dollarisée depuis 2000 propice au blanchiment d'argent, la qualité de ses infrastructures portuaires et routières, la disponibilité du pétrole, et la fragilité de son État, facilement corrompible⁶.

Avant l'élection de Rafael Correa fin 2006, l'État équatorien affiche un soutien inégal au gouvernement d'Uribe face au conflit colombien qui menace de s'étendre dans la région andine, mais, par la suite, il choisit durablement de ne plus s'y impliquer officiellement. Dès 2007, en réponse au Plan Colombie et plus largement pour combattre la pauvreté qu'il considère être une cause d'insécurité structurelle de la zone frontière, Correa adopte le Plan Équateur qui renforce la présence de l'État à la frontière nord sur les plans militaire, institutionnel et socio-économique. En mars 2008, l'armée colombienne bombarde un camp des FARC situé du côté équatorien de la frontière ; ce « conflit d'Angostura » conduit à la rupture des relations

⁴ Salomón MAJBUB AVENDAÑO, « El conflicto en Colombia como guerra por el narcotráfico : la gran falacia », *Indepaz*, 23 novembre 2023. URL : <https://indepaz.org.co/el-conflicto-en-colombia-como-guerra-por-el-narcotrafico-la-gran-falacia-por-salomon-majbub-avendano/>

⁵ Marcela Ceballos MEDINA & Gerardo ARDILA CALDERÓN, « The Colombia–Ecuador Border Region: Between Informal Dynamics and Illegal Practices », *Journal of Borderlands Studies*, 2015, vol. 30, n°4, pp. 519-535; Jochen KLEINSCHMIDT et Oscar PALMA, « The conceptual puzzle of violent non-state actors in Latin America: a critique of the convergence hypothesis », *Small Wars & Insurgencies*, 2020.

⁶ Sunniva LABARTHE, « Narcoviolence, politique et société en Équateur », *AOC*, 3 avril 2024. URL : <https://aoc.media/analyse/2024/04/02/narcoviolence-politique-et-societe-en-equateur/>

diplomatiques des deux pays, justifiée aussi par les dénonciations des liens politiques entre Correa et les FARC (soupçon de financement de sa campagne électorale en 2006) et par la violation de la souveraineté territoriale de l'Équateur par l'armée colombienne, l'armée équatorienne étant ensuite déployée durablement à la frontière nord⁷. En 2009, Quito s'oppose au renouvellement du contrat militaire de location aux États-Unis de la base militaire de Manta pour leurs opérations avancées en soutien à la lutte du Plan Colombie contre la culture de la coca, ce qui réduit considérablement la coopération de lutte anti-narcotique avec Washington. À cette période, le gouvernement équatorien fait le choix d'une politique migratoire ouverte, qui donne lieu à une suppression temporaire des visas (de mai à décembre 2008) et à la régularisation de la population colombienne en exil (27 352 personnes reconnues réfugiées grâce à l'Enregistrement élargi entre 2009 et 2010). Si ces politiques ont été critiquées, il n'a jamais été démontré qu'elles ont structurellement favorisé l'installation d'organisations criminelles dans le pays.

Le politiste équatorien Luis Córdova Alarcón explique la baisse remarquable du taux d'homicides en Équateur entre 2009 et 2016 par la thèse d'une « paix mafieuse » fondée sur des arrangements et une tolérance tacite entre le gouvernement Correa, les FARC et d'autres groupes criminels⁸. Cette situation aurait incité les cartels mexicains de Sinaloa et de Jalisco Nueva Generación, ainsi que la Ndrangheta calabraise, à sous-traiter le transport de la cocaïne entre la Colombie et les ports du Pacifique au gang équatorien des Choneros⁹ dès 2009. À cette période, les mafias albanaises¹⁰ renforcent leur rôle d'intermédiaire en gagnant des galons auprès du leader italien du secteur, la Ndrangheta¹¹. Au cours des années suivantes, elles développent des entreprises d'exportation de matières premières (comme la banane), qui facilitent l'acheminement de la cocaïne vers l'Europe et leur permettent de blanchir leur argent. En parallèle, dans ces territoires ruraux et marginalisés du sud de la Colombie, le vide laissé en 2016 par la démobilisation des FARC à la suite des accords de paix est rapidement comblé par la recombinaison de groupes criminels rivaux où se côtoient les dissidents des FARC et les anciens paramilitaires. Dès lors, les mafias italiennes et les cartels mexicains en profitent pour renforcer leur domination en amont

⁷ Jorge Enrique FORERO, « State, Illegality, and Territorial Control: Colombian Armed Groups in Ecuador under the Correa Government », *Latin American Perspectives*, 2016, vol. 43, n° 1, pp. 238-251.

⁸ Rédaction Plan V, « Ecuador : del pacto mafioso a la violencia criminal », *Plan V*, 21 octobre 2021. URL : <https://www.planv.com.ec/historias/sociedad/ecuador-del-pacto-mafioso-la-violencia-criminal>

⁹ Chris DALBY, « Ascenso y caída de Los Choneros, oportunistas del narcotráfico en Ecuador », *InSight Crime*, 20 juillet 2023. URL : <https://insightcrime.org/es/noticias/ascenso-caida-choneros-narcotrafico-ecuador/>

¹⁰ Scott MISTLER-FERGUSON, « Narcotraficantes albaneses compiten por posición en Ecuador », *InSight Crime*, 22 février 2022. URL : <https://insightcrime.org/es/noticias/narcotraficantes-albaneses-compiten-posicion-ecuador/> ; Rédaction Plan V, « 15 aspectos desconocidos de las operaciones de la mafia albanesa en Ecuador », *Plan V*, 23 février 2023. URL : <https://www.planv.com.ec/historias/crimen-organizado/15-aspectos-desconocidos-operaciones-la-mafia-albanesa-ecuador>

¹¹ Rédaction Plan V, « The 'Ndrangheta Also Operates in Ecuador's Ports », *Plan V*, 13 juillet 2021. URL : <https://www.planv.com.ec/ndrangheta-also-operates-ecuadors-ports>

de la chaîne de production de cocaïne colombienne. Ils continuent de pouvoir compter sur la corruption de l'armée équatorienne et la possibilité de lui acheter des armes, éléments essentiels à la poursuite du développement du système de la violence au niveau local¹². Plutôt que de favoriser une compétition ouverte entre les acteurs du secteur, les partenaires de la chaîne opèrent dans le cadre de réseaux fluides, de manière relativement autonome et non exclusive. Satisfaits du travail réalisé jusqu'alors, les cartels vont confier aux gangs équatoriens de nouvelles missions, comme le stockage de feuilles de coca et leur raffinage en cocaïne, ce qui conduit à leur promotion professionnelle dans la chaîne de valeur¹³, comme en témoigne la collaboration du gang des Tiguerones avec le Frente Oliver Sinisterra¹⁴.

Élu en 2017, l'ancien corréiste Lenin Moreno doit faire face à une crise économique qui s'aggrave avec la pandémie de COVID-19, favorisant la pauvreté, réduisant les emplois et stimulant l'économie informelle et la criminalité. Les mesures d'austérité budgétaire réduisent la capacité de l'État, au profit du développement du crime organisé dans les zones urbaines côtières¹⁵. Cette élection marque une rupture avec les accords mafieux précédents, incitant les gangs à former leurs propres milices privées et à s'armer davantage, grâce à l'aide des organisations criminelles internationales spécialistes de la violence¹⁶. L'assassinat en décembre 2020 du chef des Choneros entraîne la fragmentation violente du gang en une douzaine de factions et aggrave le climat de méfiance généralisée, d'où l'augmentation des massacres en prisons. Durant le mandat de Guillermo Lasso (2021-2023), malgré la proclamation d'une série d'états d'urgence, les gangs équatoriens en compétition diversifient davantage leurs activités criminelles (extorsions, enlèvements, extraction minière, exploitation forestière, etc.). Pour renforcer leur emprise sur les territoires sur lesquels ils opèrent et au sein même de l'appareil d'État, ils font pression sur les personnalités politiques, allant jusqu'à les assassiner en cas de résistance, comme ce fut le cas pour le favori à l'élection présidentielle Fernando Villavicencio en août 2023.

Responsabilités politiques et ambivalences des stratégies gouvernementales équatoriennes

En janvier 2024, cette crise sécuritaire s'est mue en « conflit armé interne », puisque le nouveau président Daniel Noboa a surenchéri en faisant le choix d'envoyer l'armée

¹² Luis CORDOVA ALARCON, Melanie TAPE, Frank QUINATO, Kelly REINOSO, « ¿Quién vigila a los vigilantes? La política económica de la violencia en Ecuador », *Policy Brief* n°2, avril 2022.

¹³ Renato RIVERA-RHON & Carlos BRAVO-GRIJALVA, « Crimen organizado y cadenas de valor: el ascenso estratégico del Ecuador en la economía del narcotráfico », *URVIO. Revista Latinoamericana de Estudios de Seguridad*, 2020, n°28, pp. 8-24.

¹⁴ Jorge MANTILLA & Renato RIVERA-RHON, « Post-insurgencies and Criminal Subcultures: The influence of Colombian organized crime in Ecuador's Armed Conflict », *Small Wars Journal*, 2024, URL: <https://smallwarsjournal.com/jrnl/art/post-insurgencies-and-criminal-subcultures-influence-colombian-organized-crime-ecuadors>

¹⁵ Jorge MANTILLA, Carolina ANDRADE & Maria Fe VALLEJO, « Why Cities Fail: The Urban Security Crisis in Ecuador », *Journal of Strategic Security*, 2023, vol. 16, n°3, pp. 141-153.

¹⁶ Luis CORDOVA ALARCON, « ¿Cómo Ecuador descendió al infierno homicida? », *Nueva Sociedad*, janvier 2024. URL : <https://nuso.org/articulo/como-ecuador-descendio-al-infierno-homicida/>

contre 22 organisations criminelles « terroristes ». Depuis, il favorise l'approche clairement répressive de « *mano dura* »¹⁷, malgré ses promesses électorales qui évoquaient aussi des politiques économiques et sociales pour agir sur le contexte national, terreau favorable à la prospérité des organisations criminelles¹⁸. Pour comprendre pourquoi cette approche est populaire¹⁹, malgré des limites très documentées dans la littérature scientifique, il faut dresser un bilan des politiques des gouvernements précédents au-delà des analyses simplistes et idéologiques polarisantes.

Dès le début de son mandat, en conformité avec les positionnements des gouvernements qui s'identifient au « socialisme du XXI^{ème} siècle », Correa met à distance l'approche répressive de « *mano dura* » promue par les États-Unis en Amérique latine. Il adopte une politique de « réintégration à la vie civile » des membres de groupes qualifiés de « délinquants », grâce à un accompagnement leur permettant de développer des projets individuels ou collectifs économiques, sociaux ou culturels. Pour le criminologue étasunien David Brotherton²⁰, ces politiques ont permis la sortie de la délinquance de plusieurs dizaines de membres des trois groupes qui se sont engagés dans ces programmes, notamment les Latin Kings, groupe le plus étudié en Équateur²¹. Si dans les premières années, les exemples d'aînés engagés dans ces dispositifs ont pu dissuader l'entrée de plus jeunes dans des carrières de délinquance, il semblerait que la crise économique approfondie par la Covid ait ensuite mis à mal certains parcours de réinsertion²². Par ailleurs, certains membres engagés dans cette politique ont rejoint le parti de gouvernement et ont conseillé ce dernier, témoignant d'un rapprochement entre les organisations, allant jusqu'à une influence au sein de l'État. De plus, une majorité des groupes de l'époque ne s'est pas engagée dans ces programmes de réinsertion, comme les Choneros, ce qui leur a

¹⁷ John POLGA-HECIMOVIČ, « The Evolution of Crime Policy and Attitudes Toward Mano Dura in Ecuador », in Jonathan D. ROSEN & Sebastián A. CUTRONA (dir.), *Mano Dura Policies in Latin America*, Routledge, 2023, pp. 91-114.

¹⁸ Pablo OSPINA PERALTA, « El Ecuador de Daniel Noboa: la « *mano dura* » como estrategia electoral », *Nueva Sociedad*, mai 2024. URL : <https://nuso.org/articulo/daniel-noboa-la-mano-dura-como-estrategia-electoral/>

¹⁹ Carolina MELLA, « Noboa supera el 80% de popularidad en Ecuador tras sus primeros 100 días en el Gobierno », *El País*, 7 mars 2024. URL : <https://elpais.com/america/2024-03-07/noboa-supera-el-80-de-popularidad-en-ecuador-tras-sus-primeros-100-dias-en-el-gobierno.html>

²⁰ David C. BROTHERTON & Rafael GUDE, « Social Control and the Gang: Lessons from the Legalization of Street Gangs in Ecuador », *Critical Criminology*, 2021, vol. 29, n°4, pp. 931-955.

²¹ Ana RODRÍGUEZ et Mauro CERBINO, « The legalization of the Latin Kings in Ecuador: The two hands of the state, from the production of marginalization to policies of inclusion », in *Routledge International Handbook of Critical Gang Studies*, Routledge, 2021, pp. 453-467.

²² Série d'interviews réalisées auprès d'un représentant des Latin Kings en Équateur par Plan V, *Youtube*, 21 novembre 2021 :

<https://www.youtube.com/watch?v=fTjWCgvX6-8> ;

<https://www.youtube.com/watch?v=hZlu-aFcMZ8> ;

https://www.youtube.com/watch?v=rQ_LZIHJZl ;

<https://www.youtube.com/watch?v=D83KFzx2ads> ;

<https://www.youtube.com/watch?v=d0cUFZ0lix4> ;

<https://www.youtube.com/watch?v=7zyUrO5KMBM> ;

https://www.youtube.com/watch?v=uYSnIK_r8vY ;

<https://www.youtube.com/watch?v=d-l0gvMrDBo>

permis, avec l'aide des cartels mexicains, de se déployer dans le vide laissé par les groupes qui y ont en partie souscrit. Pour autant, ces politiques se révèlent insuffisantes pour lutter contre « la zone grise du crime »²³, car elles n'ont pas clairement différencié la délinquance du crime organisé, laissant ce dernier prospérer. En même temps, Correa redéfinit la sécurité traditionnelle en favorisant une « sécurité intégrale », au plus près de la population. Les trois mesures les plus significatives sont : 1) l'interdiction de la criminalisation de la consommation de drogues dans la Constitution de 2008 (art. 384) ; 2) la grâce des « mules » (passeurs de stupéfiants) en 2008 ; et 3) la diminution du taux d'emprisonnement préventif qui, entre 2007 et 2009, désengorge les prisons de 38 %.

Dès 2009, la délinquance est portée comme problème public par l'opposition de droite sur la scène politique, alors que les relations entre l'État et les forces de l'ordre se dégradent. L'attaque humiliante d'Angostura aboutit à une réforme infructueuse des services secrets, qui sortent isolés et affaiblis de cette séquence politique. Après des protestations massives de l'armée et de la police contre la réforme de la fonction publique qui entraînent la déstabilisation politique de septembre 2010, le gouvernement de Correa lance une série de réformes pour diminuer leur autonomie institutionnelle et améliorer leurs conditions de travail. Afin de consolider sa légitimité, Correa adopte une approche populiste et sécuritaire pour réformer à coups de décrets les politiques migratoires dès 2011, tout en établissant des relations diplomatiques plus étroites avec la Colombie de Santos. Dès 2010, le retour de politiques pénales punitives entraîne une augmentation du taux d'incarcération, ce que l'opinion publique considère comme une bonne nouvelle. Adopté en 2014, le nouveau Code pénal incarne une politique corréiste de plus en plus paradoxale et répressive, qui limite les possibilités d'alternative aux peines de prison et modifie la typologie des condamnations afin de favoriser une « tolérance zéro ». Résultats : 30 % des détenus sont emprisonnés pour trafic, ce qui entraîne un engorgement massif du système carcéral et affecte particulièrement les maillons inférieurs de l'économie des drogues. Dans le même temps, la réforme conduit à la construction de méga prisons, qui favorisent la concentration des prisonniers. Créée en 2014, l'Unité d'intelligence pénitentiaire recrute même des informateurs parmi les gangs pour tenter de ne pas perdre le contrôle des prisons²⁴, ce qui a impliqué des contreparties troubles. Le paysage s'est donc déjà bien dégradé à la fin de la décennie des gouvernements de Correa.

Sur fond de déchirement du mouvement corréiste à la suite de l'élection présidentielle de Lenin Moreno (2017-2021), le « pacte mafieux » entre le nouveau gouvernement et le crime organisé n'est pas maintenu, conduisant à sa rupture, selon le politiste équatorien Luis Córdova Alarcón. Par ailleurs, deux facteurs centraux expliquent la perte de contrôle des prisons. D'une part, les politiques d'austérité budgétaires réduisent le budget pénitentiaire de 30 %. D'autre part, la refonte institutionnelle centralise les fonctions du ministère de la Justice, du ministère de la

²³ Luis CORDOVA ALARCON, « ¿Qué hacer -y no hacer- para contrarrestar la violencia criminal? », *Policy Brief* n°1, octobre 2021.

²⁴ Pieter TRITTON & Jennifer FLEETWOOD, « An Insider's View of Prison Reform in Ecuador », *Prison Service Journal*, 2017, n°229, pp. 40-44.

Coordination de la sécurité, du Conseil national pour le contrôle des stupéfiants au sein du ministère de l'Intérieur. En décembre 2020, les gangs équatoriens se déchirent après l'assassinat du chef des Choneros, Jorge Luis Zambrano González, connu sous le nom de Rasquiña. Les factions des Choneros, comme les Lobos, les Lagartos et les Tiguerones, prennent leur indépendance pour défier l'organisation et conquérir leurs propres territoires. À force d'arrangements, les prisons sont devenues les centres d'opération de ces gangs, jusqu'à en faire une pièce centrale dans le système de ces organisations criminelles, où nombre d'agents pénitentiaires s'avèrent corrompus, le recrutement est coercitif, et les extorsions des prisonniers semblent complètement banalisées. Entre 2019 et 2022, une série de mutineries mettent à l'épreuve les relations de pouvoir entre les différents gangs et donnent l'occasion d'éliminer les témoins gênants de certaines affaires traduites en justice. Pour y faire face, le gouvernement Lasso (2021-2023) ne sait réagir autrement qu'en envoyant l'armée et en proclamant à pas moins de 15 reprises l'état d'urgence, stratégie inefficace devenue banale. En outre, Guillermo Lasso est affaibli politiquement, en partie par des accusations concernant les liens de son beau-frère avec la mafia albanaise, lesquelles ne seront jamais clairement levées. Devant ce qui est alors qualifié de « crise des prisons », Guillermo Lasso accroît les effectifs des forces de l'ordre et légalise le port d'armes pour les civils (avril 2023), soutenu activement par les États-Unis.

Dans un contexte de crise politique majeure, le fil du magnat de la banane et homme le plus riche du pays, Daniel Noboa, est élu président en octobre 2023, héritant ainsi d'un pays gangrené par la corruption. L'opération judiciaire « Métastasis » démontre une corruption importante au sein des administrations étatiques telles que les services secrets, les administrations pénitentiaires, l'armée et la justice, dont des personnalités liées au corrisme. Devant la découverte de la pointe de cet iceberg institutionnel de la corruption étatique, les gangs commencent l'année 2024 par une série d'attaques pour défier ensemble, dans une alliance conjoncturelle, le nouveau gouvernement : évasions de prisons des dirigeants des principaux gangs, prises d'otages de journalistes d'une chaîne télévisée publique et de gardiens de prison, puis assassinat en plein jour du procureur en charge du dossier à Guayaquil. Transformant les gangs en objectif militaire, Noboa annonce un « conflit armé interne » contre 22 organisations criminelles « terroristes ». Malgré un discours qui évoque aussi des politiques économiques visant à combattre la pauvreté (27 % de la population concernée), à créer des emplois (beaucoup relèvent de l'économie informelle) et des politiques sociales (éducation et santé), Noboa répond principalement à cette crise sécuritaire en envoyant l'armée, au profit d'une spectacularisation de la réponse étatique à cet enjeu.

Cette politique nommée Plan Phénix contribue encore à renforcer les liens avec les États-Unis, desquels Quito s'était rapproché dès 2018. Leur soutien n'est pas seulement financier, il est surtout militaire, puisque l'Équateur devient un bon client à l'achat de « packages » composés de volets stratégique, militaire et de renforcement institutionnel. Si le référendum du 21 avril 2024 témoigne d'un plébiscite de la politique répressive de Noboa, elle rejette les mesures néolibérales de flexibilisation du travail et d'arbitrage international en cas de conflit avec une

multinationale. Ce verdict invite Noboa à faire preuve de prudence face aux pressions étasuniennes qui l'incitent à adopter de nouvelles mesures économiques néolibérales, comme l'augmentation de la TVA et la recrudescence de l'extractivisme pétrolier. En effet, elles sont susceptibles de toucher et donc de mobiliser particulièrement dans les rues les classes populaires et les communautés indigènes. Devant la volonté de réprimer les petites mains du trafic, il existe un véritable risque d'atteinte grave aux droits humains d'une partie bien plus large de la population équatorienne²⁵.

Conclusion

En vingt ans et sous l'influence de la situation colombienne, le système de violence orchestré par une variété d'organisations criminelles internationales, régionales et locales s'est considérablement développé en Équateur, avec la connivence de l'État. Cette complicité a permis le développement d'un tissu mafieux au sein des forces armées, des prisons, de la justice et de la vie politique. Malgré les variations des indicateurs de violence et de croissance économique au cours de cette période, le pays s'est transformé en un hub compétitif de l'économie mondiale de la cocaïne. Ce changement reflète la montée en puissance des gangs équatoriens, qui ont su se professionnaliser, se déployer discrètement par la corruption, et recruter des membres pour satisfaire les exigences des organisations criminelles internationales et colombiennes, avec lesquelles ils collaborent dans des réseaux fluides et compétitifs.

Au-delà des discours qui expliquent les limites des politiques mises en œuvre par les gouvernements antérieurs, il est crucial de s'interroger sur la stratégie déployée par Daniel Noboa. Partisan de la « *mano dura* » et des politiques économiques néolibérales alignées sur les intérêts de Washington, son approche militaire populiste s'est imposée. Cependant, les études critiques rappellent qu'elle ne peut être l'unique option et doit se combiner avec des politiques socio-économiques de lutte contre la pauvreté pour éviter l'échec. Sur le plan financier, les organisations criminelles disposent d'une manne supérieure à celle de l'État, rendant une guerre de longue durée particulièrement difficile à gagner. De plus, la corruption au sein de l'État est un défi que Noboa doit évaluer et combattre avec le soutien actif et massif de tous les secteurs de la société, ainsi qu'avec celui de la communauté internationale.

Face à ces considérations, le « conflit armé interne » équatorien est-il encore le signe d'une opposition entre les acteurs du crime organisé et l'État, ou est-ce déjà une étape vers une nouvelle « paix mafieuse » qui renforcerait l'emprise du crime organisé sur l'État équatorien ? Quelle qu'en soit l'issue, le conflit renforce la militarisation de la société et les politiques néolibérales, créant un terreau favorable à l'épanouissement du crime organisé et à l'approfondissement d'un autoritarisme d'État.

²⁵ « Human Rights Watch: declaración de conflicto armado en Ecuador es inadecuada », *Primicias*, 11 janvier 2024. URL : <https://www.primicias.ec/noticias/seguridad/human-right-watch-conflicto-armado-ecuador/>